

Déclaration du TUAC

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Paris, 17 octobre 2002

LE MOMENT EST VENU DE RELANCER L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les responsables de la politique économique des centrales syndicales nationales des pays de l'OCDE se sont réunis à Paris les 15 et 16 octobre pour examiner, entre autres, les mesures que doivent prendre les gouvernements afin de favoriser la reprise de l'économie mondiale. Ils ont examiné les exigences de la situation à court et moyen terme mais face à la dégradation des perspectives, ils ont donné la priorité aux mesures immédiates. Ils se sont mis d'accord sur la déclaration suivante.

Les trois principales régions économiques du monde sont aux prises avec l'engrenage de la récession et le risque de déflation est réel. Le chômage a commencé d'augmenter dans de nombreux pays de l'OCDE et dans certains, les salaires ou les revenus des ménages sont en baisse alors que s'accroît la pauvreté. Les pays en développement sont confrontés à de nouveaux fléchissements de la demande intérieure et de la demande d'exportations ce qui les éloigne encore davantage des objectifs de développement fixés pour le millénaire en vue de réduire la pauvreté. L'implosion des marchés mondiaux des actions accentue encore l'impact déflationniste sur l'économie réelle. Les risques de guerre en Irak et l'augmentation des prix du pétrole constituent un autre facteur négatif.

Dans la meilleure des hypothèses, les Etats-Unis vont connaître une poursuite de la croissance insuffisante pour diminuer le chômage mais seront peut-être confrontés à une récession généralisée. Les consommateurs très endettés ne peuvent pas continuer indéfiniment d'être la principale source de croissance alors que le revenu moyen des ménages diminue, le chômage augmente ou les travailleurs découragés abandonnent le marché du travail. Pendant ce temps la pauvreté s'accroît dans l'ensemble du pays. Du côté des entreprises, la surcapacité se maintiendra à moyen terme comme un vestige de la « bulle de la nouvelle économie ». Des avertissements continuels sur les résultats (profit-warnings) vont affaiblir davantage les investissements et souligner le déclin de la demande intérieure et de l'emploi. Le déficit insupportable de la balance des opérations courantes annonce des temps difficiles. La récente vague de scandales dans les entreprises n'a pas fait apparaître le comportement de quelques « brebis galeuses » mais plutôt l'existence d'une crise systémique dans le gouvernement d'entreprise aux Etats-Unis.

En Europe, c'est la stagnation avec des prévisions de croissance d'environ 1 pour cent cette année et une augmentation du chômage dans les principales économies face à la politique monétaire qui reste trop restrictive et à une austérité budgétaire occasionnée par un Pacte de stabilité et de croissance rigide. Il faut stimuler la demande intérieure et non pas appliquer une politique macroéconomique restrictive si l'on veut remettre la zone euro sur le chemin de la croissance.

Pendant ce temps, le Japon poursuit son recul du fait de la paralysie des pouvoirs publics. La déflation s'est trouvée bloquée dans le système puisque les dirigeants refusent de reconnaître la nécessité d'une réflexion radicale. Le chômage a atteint des niveaux record et l'on ne perçoit aucun signe d'amélioration ; le chômage invisible est en fait important. Par ailleurs,

les salaires réels sont en baisse ainsi que le prix des produits et des services ce qui a pour effet d'exacerber la déflation et la récession. La crise bancaire vient en outre assombrir la situation économique.

Un grand nombre de pays en développement ont été pris au piège de politiques macroéconomiques inadaptées, déterminées en grande partie par la conditionnalité du FMI et de la Banque mondiale. Les échecs des politiques néo-libérales imposées de l'extérieur par les institutions financières internationales sont encore plus douloureux en Argentine et risquent d'avoir des répercussions dans l'ensemble de la région alors qu'au Brésil, les marchés financiers n'ont pas encore compris que la démocratie et leurs propres intérêts établis dans l'économie du pays sont deux choses différentes. De nombreux pays d'Asie souffrent également alors que la plupart des économies en transition stagnent.

Le message adressé aux dirigeants est clair. Les ministres des Finances de l'OCDE et les responsables des banques centrales doivent prendre immédiatement des mesures concertées et coordonner leur action en matière de politique monétaire et budgétaire pour donner un coup de fouet à la croissance de l'économie et de l'emploi et relancer l'économie mondiale. Les dirigeants européens doivent ouvrir la voie à la reprise économique mondiale en créant un cadre prospectif pour la politique monétaire et budgétaire. Il faudrait donner la priorité à l'accroissement de la demande intérieure afin de rétablir la confiance des consommateurs et la création d'emplois. La BCE, qui dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour agir sur la politique monétaire, doit diminuer énergiquement les taux d'intérêt et la Réserve fédérale américaine doit faire de même. Les travailleurs japonais attendent de leur gouvernement un projet crédible en matière de politique à long terme car la persistance de la paralysie des pouvoirs publics se traduit par un affaiblissement de la consommation et de la confiance. Les autorités japonaises doivent effectuer une injection importante de liquidité dans l'économie afin de stimuler la création d'emplois dans le secteur privé, de créer de l'emploi direct et de mettre en place le dispositif de protection sociale. Sur le plan budgétaire, les autorités européennes devraient réformer le Pacte de stabilité et de croissance au-delà de ce qui est indispensable pour permettre aux stabilisateurs budgétaires automatiques de fonctionner afin d'instaurer une politique économique européenne favorable à la croissance. La politique budgétaire américaine devrait donner la priorité aux dépenses d'investissement ainsi qu'à la restauration des dispositifs de protection sociale et accorder des allègements fiscaux aux faibles revenus. Il est urgent de réformer l'économie japonaise et notamment le secteur bancaire. Pour ce faire, il y aura lieu de renforcer le rôle des autorités publiques. Mais la restructuration qui s'ensuivra ne sera crédible que si un accord d'urgence sur l'emploi, destiné à créer de nouveaux emplois et à protéger les emplois existants, est mis en œuvre avec la pleine participation des partenaires sociaux.